

# Total ras-le-bol!

## Quand la passion affronte la désinvolture

Professeur des écoles depuis neuf ans, elle est responsable d'une classe de CM2 dans un établissement dit « difficile », au cœur de la cité Pierre-et-Marie-Curie, à Ivry (Val-de-Marne), Valérie enrage de voir avec quelle désinvolture le gouvernement réforme, toujours au détriment des enfants les plus démunis et les plus en danger. Pour elle, les mouvements actuels témoignent à quel point les acteurs de la communauté éducative sont heurtés dans leurs convictions, choqués de voir leur ministère de tutelle chercher à les transformer en pions interchangeables chargés de gaver les enfants de savoirs sans apprendre à les maîtriser, ou de faire de la garderie.

## L'engagement professionnel assassiné...

Cet attachement au métier explique le niveau de détermination encore jamais vu dans les conflits en cours depuis plusieurs mois. Certes les questions des moyens, des salaires, des conditions de travail restent posées et constituent une sorte de toile de fond prégnante des mobilisations enseignantes. Mais la colère s'enracine plus profond et s'alimente pour une large part d'un sentiment de quitte ou double. « *Si c'est ce que doit devenir l'Education nationale, alors je quitterai l'Education nationale* » est un aveu que l'on entend de plus en plus souvent... C'est le signe qu'une limite est en jeu ; de celles qui valent la peine que l'on se batte bec et ongles pour les défendre.

## Des projets en phase avec la société

L'école est la garante des valeurs de la République, de l'égalité notamment, aussi symbolique soit-elle. Alors, si les enseignants sortent de la citadelle scolaire, cela indique que quelque chose se passe dans la société. Ce contexte permet la construction de nouvelles convergences interprofessionnelles. Car ce qui se joue, dans les mobilisations de l'Education, c'est le droit à une formation de qualité et à une élévation du niveau de formation pour tous et sur tout le territoire. L'objectif pour la Cgt – et, au-delà, pour un syndicalisme en transformation – est bien de travailler à des projets alternatifs dans tous ces domaines, qui soient en cohérence les uns avec les autres

MICHELHOUIET / MAXPPP



### SOMMAIRE

**PROFS : LA RAGE D'ENSEIGNER**  
PAGES 19-21

**REPÈRES**  
PAGE 22

**POINT DE VUE DE PHILIPPE PÉCHOUX : FORMATION-RECRUTEMENT, LES DESSOUS DE LA "MASTÉRISATION"**  
PAGE 23

**ENGAGEMENT PROFESSIONNEL : MALAISE, FRACTURE ET SUITES...**  
PAGES 24-25

**TABLE RONDE**  
PAGES 26-29



# Profs

## La rage d'enseigner

Valérie est en colère. Au nom de l'idée qu'elle se fait de l'enfance. Au nom de ses convictions et de son attachement à son métier d'enseignante. La quarantaine, professeur des écoles depuis neuf ans, elle est responsable d'une classe de CM2 dans un établissement dit « difficile », l'école élémentaire Makarenko, « un pédagogue qui s'est impliqué dans l'éducation des jeunes délinquants et des enfants laissés à l'abandon ». Au cœur de la cité Pierre-et-Marie-Curie (le quartier Hoche), à Ivry (Val-de-Marne). « Parmi mes collègues, il y a quelques militants pédagogiques qui, comme moi, essaient de se battre là où la fatalité sociale – violence, chômage, racisme – condamne ces enfants. Nous formons une équipe relativement

*soudée mais, depuis quelques années, le turnover recommence à s'accroître... »*

Le déterminisme social, l'injustice, la misère et parfois la mort, elle en a déjà goûté l'amertume dans sa première vie professionnelle, surveillante de prison pendant neuf ans : « Quatre-vingt-dix pour cent des personnes incarcérées ont connu l'échec ou l'exclusion scolaire, cela ne signifie pas que cette marginalisation précoce a été la cause de leurs problèmes, bien qu'elle ait pu jouer un rôle fondateur, mais, pour le moins, que l'école a échoué à les intégrer à la vie sociale. » Ce n'est donc pas un hasard si, après un travail sur elle-même et une licence de psychologie, elle a choisi de s'orienter vers l'enseignement : « sans doute ... »

« Il y a quelques militants pédagogiques qui, comme moi, essaient de se battre là où la fatalité sociale – violence, chômage, racisme – condamne ces enfants. »

## Profs

## La rage d'enseigner

- ... pour me sentir plus utile, là où tout se joue, où il est encore possible d'aider des jeunes à ne pas rater leur vie».

Bonne élève dans sa jeunesse, dans une petite ville du Sud-Ouest, cela ne l'a pas empêchée de rompre à un moment avec le système avant d'y revenir par des chemins de traverse. Bien placée pour savoir que chaque enfant est unique et fragile, que chacun d'entre eux doit avoir sa chance d'y arriver, elle enrage de voir avec quelle désinvolture le gouvernement réforme, toujours au détriment des enfants les plus démunis et les plus en danger. «Je fais partie des "désobéisseurs". Je n'applique pas les nouveaux programmes de 2008. J'assume mes responsabilités et ma liberté pédagogique. Les nouveaux programmes sont trop lourds, trop complexes, inadaptés aux réalités des apprentissages. Ils représentent une insulte à l'enfance, à ses rythmes de développement, une négation de la psychopédagogie. J'ai également refusé d'évaluer les "performances" de mes élèves en janvier dernier. Demande-t-on aux élèves de terminale de passer le bac au mois de janvier ? Et quel est l'objectif de ces évaluations, au moment où l'on supprime les Rased ?» Malgré les déclarations officielles, leur disparition est en effet en cours : «C'est pourtant le seul dispositif au sein duquel des enseignants et des psychologues spécialisés pouvaient intervenir sur un suivi individualisé d'enfants en difficulté. Je pourrais témoigner de nombreux cas où ils ont redonné confiance à des enfants en leur permettant de surmonter des blocages, de prendre conscience de leurs capacités, de rattraper à leur rythme les acquis des autres. Tout

cela sur le temps scolaire des enfants, ce qui est important car ils ne le vivaient pas comme une punition où un handicap de plus, alors qu'on leur propose désormais de venir à l'école plus tôt, d'en partir plus tard ou de prendre sur leur temps de repas pour suivre "l'aide personnalisée" instaurée à la place des Rased. Cette mission est désormais confiée aux enseignants, et je refuse de l'assumer. Parce que je condamne la mise à mort des Rased et les économies de postes réalisées en privant en même temps l'ensemble des élèves de deux heures de classe hebdomadaires, mais aussi parce que je ne m'estime pas formée pour ce travail.»

Rejetant toute évaluation stigmatisante comme tout fichage, Valérie s'est également battue contre le fichier Base élève... Récidiviste en actes de désobéissance revendiquée, comme une partie de ses collègues, elle a pu subir des pressions de l'administration, mais pas (encore ?) de sanction. «Les inspecteurs ont fait le tour des établissements, mais la hiérarchie sait que la situation est explosive. Dans notre établissement, nous leur avons proposé des projets pédagogiques alternatifs pour les élèves en difficulté, notamment basés sur des ateliers ludiques. Sans succès. Nous ne nous sentons pas du tout soutenus par notre administration, et même franchement dénigrés et déconsidérés depuis des années.» La défiance est désormais réciproque : «Le ministère exige que nous soyons les exécutants de son projet politique et idéologique, que nous renitions tout ce qui fonde nos valeurs, notre engagement face aux enfants et notre mission de service public. Il ne faudrait plus "gaspiller" l'argent public à essayer de mener le plus d'enfants vers le meilleur niveau de connaissances possible. L'élève au centre des apprentissages, c'est devenu une utopie. Le gouvernement veut lâcher ceux qui ne rentrent pas dans le moule et restreint même l'orientation et les voies de sortie professionnalisantes. Là aussi, quand on a en charge une classe de CM2 et que l'on est chargé de l'orientation au collège, on porte de lourdes responsabilités face à l'angoisse des enfants et des familles, qui ont une vie difficile et ne supportent plus d'être culpabilisés. Et nous n'avons plus grand-chose à leur proposer, plus de solutions pour orienter les élèves en grande difficulté scolaire ou comportementale vers des structures adaptées. Les Segpa sont en train d'être supprimés, de même que les Bep ; et la réforme du bac pro, qui se passera désormais en trois ans, va fermer des voies d'accès à ceux qui avaient besoin de plus de temps. Des passerelles permettaient à de nombreux Bep de rattraper une classe de première professionnelle et de passer leur bac pro en quatre ans. Devons-nous aujourd'hui nous contenter de faire passer tout le monde au collège, en croisant les doigts pour qu'ils n'en soient pas exclus, et nous féliciter qu'ils restent dans le

«J'assume mes responsabilités et ma liberté pédagogique. Les nouveaux programmes sont trop lourds, trop complexes, inadaptés aux réalités des apprentissages. Ils représentent une insulte à l'enfance, à ses rythmes de développement, une négation de la psychopédagogie.»



CHRISTOPHE MORIN / MAXPPP



La résistance commence aussi dans sa classe. Valérie s'y donne à fond pour que chacun de ses élèves se construise, apprenne à vivre avec les autres, à les respecter, découvre qu'il y a du plaisir à apprendre et que la liberté s'acquiert par la connaissance.

*système jusqu'à seize ans même s'ils en sortent sans diplôme?»*

Valérie croit en la résistance collective. A ses yeux, les mouvements actuels témoignent à quel point les acteurs de la communauté éducative sont heurtés dans leurs convictions, choqués de voir leur ministère de tutelle chercher à les transformer en pions interchangeables chargés de gaver les enfants de savoirs sans apprendre à les maîtriser, ou de faire de la garderie. Mais la résistance commence aussi dans sa classe. Valérie s'y donne à fond pour que chacun de ses élèves se construise, apprenne à vivre avec les autres, à les respecter, découvre qu'il y a du plaisir à apprendre et que la liberté s'acquiert par la connaissance. *«Les enfants sont vifs, curieux, attentifs, sur des sujets qui les touchent (racisme, violence, sexualité), mais aussi d'autres parfois très éloignés de leur quotidien. Aucun enseignant ne peut ignorer la capacité d'un enfant à rebondir, à surmonter les obstacles et à aller de l'avant. Nous le constatons en particulier quand nous partons en classe trans-*

*plantée – comme le font tous les CM2 d'Ivry. Deux semaines ailleurs, hors de leur quotidien et de leur milieu, qui restent des moments inoubliables pour eux comme pour nous.»*

Et heureusement, il y a des enfants, même dans ce quartier, qui réussissent à l'école et qui poursuivent des études: *«Quand on arrive à détourner un enfant de la fatalité, on se dit que ce métier vaut la peine que l'on s'y investisse.»* Mais la marge de manœuvre se restreint. Le ministère voudrait juste contrôler les enseignants, les instrumentaliser pour évaluer, classer, orienter. *«Notre métier exige des compétences: élaborer des savoirs transmissibles aux enfants, en partie en fonction de ce qu'ils sont et pas seulement de situations idéalisées, cela demande des connaissances, des pratiques, du travail en commun pour partager les expériences, de la patience, de la disponibilité et beaucoup d'énergie. La complexité et la richesse de nos métiers doit être réaffirmée... et reconnue.»*

Si tel n'était plus le cas, si Valérie devait avoir le sentiment de n'être qu'un rouage d'une immense machine à reproduire les inégalités et à exclure, elle pourrait envisager de quitter l'Education nationale. On n'en est pas encore là: il lui semble que, comme elle, les enseignants ont encore à défendre une identité, une vision de la justice sociale et de l'intérêt général, et que des convergences sont possibles, dans les secteurs de la santé, de l'action sociale, de la justice, pour protéger les enfants. *«On est bien obligés d'y croire, parce que sinon il n'y aurait plus lieu de croire en l'avenir.»* Pour que demain ne soit pas une grande prison, dans les têtes, dans le quotidien, elle croit donc, encore, qu'il est possible d'agir pour agrandir le petit coin de ciel bleu... ▶

Valérie GÉRAUD

LES ENSEIGNANTS ONT ENCORE À DÉFENDRE UNE IDENTITÉ, UNE VISION DE LA JUSTICE SOCIALE ET DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL. DES CONVERGENCES SONT POSSIBLES, DANS LES SECTEURS DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE, DE LA JUSTICE, POUR PROTÉGER LES ENFANTS.

## biblio

PARMI LES OUVRAGES  
RÉCEMMENT PARUS :

**MAIN BASSE SUR L'ÉCOLE  
PUBLIQUE**, EDDY KHALDI  
ET MURIEL FITOUSSI,  
ÉD. DÉMOPOLIS, 2008, 20 EUROS.

**LES NOUVELLES  
POLITIQUES ÉDUCATIVES,  
LA FRANCE FAIT-ELLE  
LE BON CHOIX ?**

NATHALIE MONS, ÉD. PUF,  
COLL. EDUCATION ET SOCIÉTÉ,  
2007, 19 EUROS.

**FAITS D'ÉCOLE**,  
FRANÇOIS DUBET, ÉD. EHESS,  
2008, 310 PAGES, 16 EUROS.

**LA NOUVELLE QUESTION  
SCOLAIRE**, ERIC MAURIN,  
2007, RÉÉD. POINTS SEUIL,  
2008, 7,60 EUROS.

## web

- A la source de la politique ministérielle :  
< [www.education.gouv.fr](http://www.education.gouv.fr) >
- Sites syndicaux :  
< [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr) >  
< [www.snes-fsu.fr](http://www.snes-fsu.fr) >
- Lieux de débat et de réflexion :  
< [www.meirieu.com](http://www.meirieu.com) >  
< [www.cafepedagogique.net](http://www.cafepedagogique.net) >  
< <http://education.devenir.free.fr> >

## WWW

DE L'«ACADÉMIE VIRTUELLE»  
À «FAISMESDEVOIRS.COM»

Le ministre de l'Éducation, Xavier Darcos, a annoncé, à la fin janvier, la mise à disposition sur le Net, dès la rentrée 2009, d'un nouvel outil « pédagogique » : une 31<sup>e</sup> « académie virtuelle ». Il s'agit officiellement de mettre en ligne l'intégralité des programmes et des contenus, de la maternelle à la terminale, afin de permettre aux adultes qui voudraient se remettre à niveau ou aux familles qui veulent aider leurs enfants de disposer d'une égalité d'accès à ces contenus. Pour les enseignants, le ministère franchit surtout un nouveau pallier dans le déni du métier d'enseigner : rendre disponibles les savoirs équivaldrait à les rendre accessibles, transmissibles et assimilables en l'état, en se passant de tout

contact humain, didactique ou pédagogique. En court-circuitant les passeurs que sont les enseignants... Rien d'étonnant, alors, à voir que, dans le même esprit, le savoir et la relation avec l'institution scolaire se marchandisent à outrance : ainsi, un nouveau cap a été franchi avec l'ouverture – pour l'heure avortée – d'un site qui se proposait de vendre des exposés et des dissertations à la demande. Comme si l'école n'était plus qu'un distributeur de notes et de diplômes, et qu'il valait mieux pour les élèves avoir un porte-monnaie bien rempli qu'un cerveau qui fonctionne. Rappelons par ailleurs que les cours de soutien particulier (au prix fort) concernent déjà un élève sur six...

## LYCÉE

## LA RÉFORME PAS VRAIMENT RECALÉE...

Xavier Darcos n'en doute pas : sa réforme des lycées passera au rattrapage ou à l'usure. Le ministre a certes reculé, cet hiver, face à un mouvement lycéen qui menaçait de grossir et de dérapier : la réforme des lycées n'entrera pas en vigueur dès septembre 2009 en classe de seconde. Cela permettra-t-il au ministère de commencer une concertation sur le sujet avec les lycéens, les enseignants, les parents d'élèves ? En fait, une centaine de lycées « volontaires » – cinq postes de plus leur sont notamment offerts, au détriment d'autres établissements – expérimentent déjà le projet, avec un semblant de consultation des lycéens, et en contournant le dialogue social et les propositions des enseignants et de leurs

organisations, qui sont pourtant nombreuses et cohérentes (*cf. sites respectifs*). Rappelons que cette réforme, sous prétexte d'uniformiser la forme et le contenu des enseignements au niveau européen, de mieux orienter et préparer les lycéens à l'Université, envisage d'organiser les semestres par modules avec options dominantes. Mais ce bel habillage cache la volonté de restreindre les volumes horaires et la diversité des matières enseignées, donc les postes d'enseignants. En l'état, elle reste notamment très floue sur l'égalité d'accès de tous aux mêmes enseignements et sur la valeur nationale d'un bac qui découlerait d'une offre aussi variable. A suivre, donc, avec vigilance...

## DÉMOGRAPHIE SCOLAIRE

## LE MINISTRE DOIT REPRENDRE SA CALCULETTE

« Faut-il recruter plus d'enseignants ? » Frédéric Caupin, chercheur au laboratoire de physique statistique de l'École normale supérieure <sup>(1)</sup>, a croisé des données statistiques sur les postes offerts aux concours de recrutement d'enseignants ces dernières années, les départs en retraite des enseignants et les données démographiques – en particulier les naissances depuis 1995 –, afin d'analyser la justesse des perspectives ministérielles censées justifier les baisses de recrutement. Ainsi, pour la session 2009, les postes offerts dans le secondaire ne baissent pas, alors qu'ils chutent de 28,3 % dans le premier degré. Le chercheur établit aussi que, entre 1996 et 2009, le nombre des admis à l'agrégation

a chuté de 60 %, de 64,5 % au Capes et de 27 % dans le premier degré. Alors que les départs à la retraite sont massifs et que la France connaît depuis plusieurs années un *baby boom* inédit (801 000 naissances pour la seule année 2008, un record depuis 1981), il y a urgence à recruter pour faire face à la remontée prochaine et massive des effectifs. Or le gouvernement envisage des mesures palliatives – hausse du temps de travail, baisse des heures de cours des élèves, recours au privé, aux précaires –, mais continue de planifier la baisse des effectifs d'enseignants statutaires. Des choix qui n'ont donc rien de « démographique »... ▶

(1) Le détail sur < [www.sauvonsluniversite.com](http://www.sauvonsluniversite.com) >.



PASCAL OTLINGHAUS / MAXPPP

## point de vue PHILIPPE PÉCHOUX

CORESPONSABLE DU COLLECTIF  
« FORMATION DES MAÎTRES »  
DE LA CGT ÉDUC'ACTION

Propos recueillis par VALÉRIE GÉRAUD

# Formation-recrutement : les dessous de la “mastérisation”

Malgré un report partiel à 2011, le projet est en marche. Sous prétexte de revaloriser les métiers enseignants, il en limitera l'accès et en appauvrira le contenu, tout en permettant de substantielles économies... Au risque d'envoyer des enseignants toujours plus démunis dans les classes.

« **L'habillage était censé nous séduire.** Nicolas Sarkozy a exigé une revalorisation visible des métiers enseignants, le ministère s'est exécuté: pas en augmentant nos salaires mais en concoctant dans la précipitation une réforme de la formation et du recrutement... Des cursus universitaires de cinq ans validés par des mastères doivent être créés, à l'issue desquels les candidats pourront passer les concours et être recrutés... et en poste dès l'année scolaire suivante! Il ne s'agit donc pas d'un simple remaquillage: sans évaluation du système actuel, sans concertation sur le fond avec les intéressés, la réforme fait table rase de l'expérience accumulée au sein des Iufm. Nos formations peuvent sans aucun doute être améliorées, mais pour l'heure le gouvernement les supprime: il exige des universités l'élaboration de mastères permettant aux étudiants de réussir le concours mais aussi d'être opérationnels dans la foulée!

» Face à ce déni du contenu professionnel de nos métiers – transmettre des connaissances, apprendre à apprendre... cela s'apprend en permanence –, les universités ont dans leur immense majorité refusé de fournir les maquettes des nouveaux mastères dans des délais par ailleurs intenable, ce qui a contraint le ministère à reporter sa réforme d'un an. Rien n'est pour autant réglé. Jusqu'à présent, le concours était accessible au niveau bac plus trois: quels étudiants pourront se payer cinq années d'études sans garantie de réussite à un concours où les postes offerts sont en constante diminution? Qu'advient-il de ceux qui auront le mastère mais pas le concours, ou de ceux qui auront le concours mais pas le mastère? Dans le schéma actuel, l'âge moyen des reçus est de vingt-sept ans, mais il illustre une grande diversité de parcours et de profils. Les reçus ont déjà pour les deux tiers un niveau bac plus quatre ou bac plus cinq. Par ailleurs, l'Education nationale a toujours accueilli des personnes qui avaient déjà eu une vie professionnelle ou familiale – sans forcément avoir des diplômes de ce niveau – et ont enrichi la communauté éducative de leurs compétences et de leur expérience, dans l'enseignement professionnel notamment. Que restera-t-il des voies d'accès à l'enseignement qui leur étaient ouvertes?

» Plus pernicious encore, le mastère doit apporter

une reconnaissance que les certificats d'aptitude à l'enseignement – Capet, Capes, Cape, etc. – n'assuraient pas. Ces derniers ont pourtant le mérite d'être généralement délivrés à l'issue de deux années au sein des Iufm, dont la deuxième, avec le statut de “professeur stagiaire”, constitue une véritable formation rémunérée et en alternance... Voilà la véritable motivation du gouvernement: les futurs enseignants perdent une année de salaire et ne bénéficieront plus de cette année de transition où ils peuvent confronter leurs apprentissages et leurs connaissances face à une vraie classe (huit heures hebdomadaires dans le secondaire, un jour par semaine dans le primaire, en plus de stages), échanger avec les autres et avec des formateurs. Le ministère ferait ainsi l'économie de dix mille à vingt mille postes équivalents temps plein! Certains mastères 2 pourraient finalement suivre des stages “indemnités”, mais globalement ils devront se “former” à leurs frais jusqu'au concours. Et *quid* de la place des candidats libres ou des salariés (enseignants contractuels) dans ce lourd cursus universitaire? L'année suivante, tous devront en tout cas se former sur le tas! Même si le ministre a récemment assuré que les nouveaux enseignants pourraient dégager un tiers de leur service à des formations complémentaires et seraient suivis par un collègue tuteur... Comment cette usine à gaz pourra-t-elle s'organiser?

» Et quelle conception de la “formation professionnelle” pourra survivre à une politique qui ne sert qu'à organiser la pénurie et gérer au moindre coût? Ce que l'on a pu savoir des contenus exigés aux concours s'avère tout aussi alarmant: la validation de connaissances disciplinaires ou pédagogiques est limitée; il était en revanche prévu de vérifier que les candidats connaissent leurs obligations vis-à-vis de la hiérarchie...

» Pas étonnant, dans ce contexte, que les acteurs de l'Education nationale dans leur ensemble, présidents d'université, directeurs d'Iufm, enseignants, formateurs, parents, étudiants et tous les postulants aux métiers de l'enseignement, se soient sentis insultés dans leurs convictions les plus profondes, dans leur attachement à un métier qui perdrait beaucoup de son sens une fois instrumentalisé par des impératifs de gestion et de productivité. Le mouvement actuel porte une autre vision du métier. Nous revendiquons, avec beaucoup d'autres, que les concours restent accessibles à bac plus trois, soient suivis de deux véritables années de formation rémunérées débouchant sur un mastère, favorisant de manière progressive l'entrée dans le métier et le contact avec les élèves. Face aux enjeux éducatifs du XXI<sup>e</sup> siècle (démocratisation, qualification), ce serait inconcevable de ne pas faire preuve d'ambition! »

## Engagement professionnel: malai

Comment passe-t-on d'un état de malaise à une situation de fracture ouverte ? Comment débouche-t-on sur la plus longue mobilisation enseignante de toute l'histoire de France ? Dans l'avenir, les sociologues des organisations et les politologues analyseront la chose avec finesse et, sans doute, gourmandise. Pour l'heure, restons-en à une évidence: la nature du métier mobilise et rassemble.

**L**a déferlante qui balaye l'Education nationale – de la maternelle à l'Université, du terrain de la recherche à celui des controverses pédagogiques – depuis plusieurs mois relève sans doute de variables nombreuses et compliquées. Mais cette diversité de situations et de cultures est traversée par un élément fédérateur, à la fois déclencheur du conflit et unificateur des réflexions: le métier ou, plus exactement, sa mise en cause radicale. L'émotion des enseignants naît de leur prise de conscience collective que ce n'est plus la façon d'enseigner que les politiques publiques mettent en cause mais, plus profondément, la fonction d'enseignement elle-même; que l'enjeu n'est plus le métier en ses modalités mais bel et bien sa nature.

D'où la durée du conflit, la détermination qui l'accompagne, ses mises en scène spectaculaires, comme la «ronde des obstinés»; d'où, enfin, la volonté farouche de ne pas s'en laisser conter par des demi-mesures ou des faux-semblants. Dans cette défense bec et ongles du sens de l'engagement professionnel, le conflit entre l'Etat, donneur d'ordres, prescripteur, et les professionnels prend une dimension de quitte ou double. Cette confrontation est d'autant plus rude concernant les enseignants qu'elle correspond à un choc culturel et politique et que le gouvernement a sapé toutes les bases de légitimité dont il aurait pu bénéficier. Par exemple, en multipliant les «*petites phrases maladroites*», témoignant d'ailleurs davantage d'un retour du refoulé que d'une réelle stratégie. Pour mémoire, c'est le président de la République qui décrète une hiérarchie morale entre l'instituteur et le curé: au premier les savoirs élémentaires, au second les «valeurs»; sous couvert de «faire simple», le même festuge publiquement sur un mode ironique «les lettres françaises» et à travers elles un peuple dont il juge la capacité intellectuelle limitée...

En juillet dernier, Xavier Darcos ose à son tour un bon mot sur les enseignants en première section de maternelle. A quoi bon, demande le ministre en substance, former à des bacs plus cinq «des personnes dont la fonction va être essentiellement de faire faire des siestes à des enfants ou de leur changer les couches»? Vidéo et blogosphère aidant, le bon mot voyage, sans faire trop rire les enseignants; ceux-ci saisissent parfaitement que le mépris sous-jacent doit moins à la personnalité du ministre – lui-même enseignant – qu'à une conception particulièrement réductrice, utilitariste de ce qui fonde leur engagement professionnel. C'est le fameux discours de Nicolas Sarkozy sur les chercheurs, assimilés à des militants de l'inutile et de la paresse, à quoi s'ajoute l'instauration d'un «service minimum», selon une logique qui



PACO CAMPOS / MAXPPP

tient plus de l'hôtelier que du pédagogique... Cette série de camouflets s'inscrit dans une conception du métier d'enseignant, conception explicitée sur le site de l'Ump à partir des axes de la campagne électorale. On y apprend que: «Le ministre a estimé qu'une bonne part du "malaise" enseignant provenait du fait qu'ils étaient encadrés par des règles anciennes et rigides, alors que tout autour d'eux avait changé: les élèves, l'approche du savoir...»

Pour les faire entrer dans la modernité et le contemporain, les recettes sont connues: les mêmes qui prévalent dans d'autres secteurs de l'économie sociale: à l'hôpital, chez les travailleurs sociaux, à l'Université. Elles s'organisent autour de quatre grands thèmes:

- «L'autonomie et la responsabilité des établissements»; on retrouve là l'obsession d'une «gouvernance» placée sous le signe de la «responsabilité», de la «performance» et de son évaluation par des structures dont les logiques de fonctionnement sont distinctes de celles des acteurs du métier.
- «Les missions et les conditions d'exercice du métier»; c'est à ce chapitre qu'on doit la «bivalence», autrement dit la tentative d'affecter un enseignant à une matière vis-à-vis de laquelle il n'est ni préparé ni compétent.

# se, fracture et suites...



- «Le recrutement et la formation»; corrélativement à la nouvelle gouvernance, il s'agit d'inscrire les salariés dans une relation hiérarchique plus autoritaire que professionnelle en conférant au chef d'établissement les prérogatives d'un employeur: embaucher, débaucher...

- Avec, enfin, «les statuts et les carrières», on travaille à retarder le déroulement de carrière et la vitesse de croissance salariale au long de cette carrière. C'est un des effets de la mastérisation (voir page 21), ces éventuelles progressions salariales étant par ailleurs financées par la réduction du nombre d'enseignants...

La présentation de l'Ump se termine par le rappel suivant: «Redéfinition du métier, conditions de travail, reconnaissance sociale, évolutions de carrière, sans oublier le pouvoir d'achat: "Je ne m'interdis rien", a répété Xavier Darcos, rappelant sa volonté de réformer l'école avec les enseignants.»

C'est là que le bât blesse. Ces réformes, que le gouvernement va faire pleuvoir sans discussion sur la tête des enseignants, ces derniers n'en veulent pas. Elles les révulsent et sont toutes analysées comme un acte de décès des valeurs pédagogiques et sociales sur lesquelles ils fondent leur métier. C'est que, en

**Enseignants, médecins hospitaliers, chercheurs, travailleurs sociaux ou de santé se trouvent, sous des formes variées, confrontés à un déni de leur dimension professionnelle.**

très peu de temps, ils ont eu à subir, entre autres, la diminution du volume horaire hebdomadaire; la semaine de quatre jours, dénoncée par tous les chronobiologistes; l'alourdissement de fait des programmes scolaires; la suppression des Iufm; la disparition annoncée des Rased; la réaffectation dans les classes des enseignants travaillant pour les associations complémentaires de l'école; la mise en place d'une agence chargée du remplacement avec l'utilisation de vacataires... A quoi s'ajoutent des réflexions acerbes sur le «pédagogisme» – c'est-à-dire l'ensemble des efforts que les enseignants déploient pour vaincre difficulté d'apprendre et échec scolaire via des pratiques innovantes et crédibles. Le tout sur un fond de suppression de postes...

Le mouvement actuel porte donc bien au-delà des aspects classiques d'un conflit syndical traditionnel; ceux qui reprochent aux enseignants de ne se mouvoir qu'à partir d'intérêts corporatistes devraient d'ailleurs se féliciter de cette prise de conscience. D'autant que cette dernière ne se manifeste pas dans les seules limites de l'Éducation nationale. On a pu ainsi voir près de deux cents noms prestigieux de la médecine hospitalière parisienne dénoncer la nouvelle loi sur l'hôpital, en particulier le volet sur la gouvernance. Motif de cette grogne sans précédent? Une réforme qui, là aussi, entend donner «tout pouvoir au directeur». Autrement dit, placer le service médical, traditionnellement «lieu central de l'hôpital», sous la houlette d'une culture professionnelle strictement gestionnaire. Une situation que le professeur André Grimaldi résume par: «Le pouvoir du directeur est légitime, le nôtre aussi. On ne va pas passer de l'époque du mandarin à celui du Pdg, voilà ce qu'il nous faut combattre. Pour cela, il faut que l'on soit capable de manifester, médecins et non-médecins.» L'action, en tout cas, est à l'ordre du jour, avec une détermination qui ne le cède en rien à celle des enseignants.

Enseignants, médecins hospitaliers, chercheurs, travailleurs sociaux ou de santé se trouvent, sous des formes variées, confrontés à un déni de leur dimension professionnelle. Expérimentant ainsi, souvent sans le savoir, ce que vivent ou ont vécu une cohorte de cadres du privé confrontés à un management à la fois autoritaire et négateur des qualifications. Les débats et les conflits qu'ils animent sont autant de démonstrations fortes qu'il est urgent, à partir de ces lignes de fracture, de reconstruire de la reconnaissance professionnelle, de la qualification. Une urgence qui frappe à la porte avec de moins en moins de ménagements.

Louis SALLAY



# L'heure des convergences ?

## PARTICIPANTS

**CLAUDIE MARTENS**  
COSECRÉTAIRE GÉNÉRALE  
DU SNES-FSU <sup>(1)</sup>

**CATHERINE PERRET**  
COSECRÉTAIRE GÉNÉRALE  
DE LA CGT-ÉDUC'ACTION

**STÉPHANE ROZÈS**  
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE  
L'INSTITUT D'ÉTUDES CSA ET  
ENSEIGNANT À SCIENCES PO

**VALÉRIE GÉRAUD**  
"OPTIONS"

IL YA UNE FORTE AMBIVALENCE À L'ÉGARD DE L'ÉCOLE : ON LA DÉFEND, MAIS ON EN EXIGE PLUS EN MÊME TEMPS, PARCE QU'IL S'AGIT DE SANCTUARISER UNE IDÉE QUE L'ON SE FAIT DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES, DE LA CITOYENNETÉ ET MÊME DE L'AUTORITÉ, ALORS MÊME QUE LES EXEMPLES DE VERTU SONT MOINS PORTÉS DANS LA SOCIÉTÉ.

**Les mobilisations enseignantes qui se multiplient ces derniers mois illustrent les difficultés actuelles à construire et à défendre collectivement des alternatives aux réformes gouvernementales. Mais elles portent aussi les germes d'innovations et de nouvelles convergences avec l'ensemble du corps social.**

– **Options:** En quoi les mobilisations actuelles se différencient-elles des mouvements de ces dernières années dans l'Education nationale? Vous semblent-elles mieux comprises par l'opinion publique?

– **Claudie Martens:** Nous avons toujours eu la préoccupation du soutien de l'opinion publique, et en particulier des parents d'élèves. Le Snes a toujours articulé les revendications autour de nos métiers avec celles sur le système éducatif. Ce n'est pas un hasard si notre organisation s'appelle «*Syndicat national des enseignants*» [et non des enseignants] *du second degré*. Ce qui est sans doute nouveau dans la dernière période, c'est la facilité avec laquelle nous travaillons avec les parents et les organisations lycéennes, sans doute parce que les attaques sont particulièrement graves et générales. Elles touchent aujourd'hui tous les niveaux d'enseignement, de la maternelle à l'université, elles affectent également les droits des associations, que ce soit les parents d'élèves ou les mouvements pédagogiques. Ainsi, depuis le début de l'année scolaire, nous travaillons dans le cadre du collectif «Un pays, une école, notre avenir», qui associe toutes les fédérations de l'éducation, la Fcpe pour les parents d'élèves, l'Unl et la Fidl pour les lycéens, les étudiants de l'Unef et de la Confédération étudiante, et de nombreuses associations et mouvements pédagogiques comme la Ligue de l'enseignement, les Crap ou le Gfen. Ce collectif a largement contribué à la réussite de la manifestation pour l'école du 19 octobre, qui a créé une dynamique dans notre secteur.

– **Catherine Perret:** On a souvent eu le sentiment de ne pas être suivis par l'opinion – en particulier lors des mobilisations de 2003, qui ont été un vrai traumatisme –, et l'on hésite désormais à oser défendre un certain nombre de nos revendications spécifiques. Mais, ces derniers mois, nous avons surtout dû réagir aux agressions de nos dirigeants: sur la maternelle, par exemple – pas besoin d'enseignants formés à bac plus cinq pour changer les couches. Les attaques se sont multipliées, surtout dans le primaire, portant sur la conception du métier ou les compétences pédagogiques, s'accompagnant de réformes mises en place à la hâte, sans transparence, sans concertation, ni avec l'ensemble de la communauté scolaire, ni avec les parents d'élèves. Les enseignants estiment que, en prônant le retour à

une pédagogie à l'ancienne, les réformes favorisent les élites en laissant sur le bord de la route la majorité des enfants. Dans une période de forte instabilité sociale, d'ailleurs bien antérieure à la crise, c'est vécu comme inacceptable. Ainsi, les enseignants, qui ont longtemps préféré que les parents ne s'immiscent pas dans leurs classes, s'en sont désormais rapprochés. Les dernières luttes ont fait des parents des partenaires possibles sur la carte scolaire, les fermetures de classes, la formation, le Réseau éducation sans frontières...

– **Stéphane Rozès:** Spontanément, les enseignants et leurs représentants syndicaux pensent que leurs images et mobilisations sont mauvaises et perçues comme illégitimes. En fait, ils ont toujours une bonne image. Nous disposons de nombre d'études sur les enseignants et même leurs syndicats dont l'image est positive. Depuis une quinzaine d'années, Csa suit dans un baromètre une soixantaine de mouvements sociaux et l'attitude des Français à leur égard. Les enseignants se trouvent, avec les infirmières, la profession qui recueille systématiquement la plus grande compréhension, voire le plus grand soutien. Alors d'où provient ce décalage entre la réalité des perceptions et le vécu des enseignants? Sans doute des discours publics de dévalorisation du travail, du métier d'enseignant et de l'école: les enseignants ont pris ces critiques comme s'adressant à eux. La seconde raison, c'est que, dans leur quotidien, ils perçoivent les parents d'élèves comme des consommateurs d'école, ayant un rapport très utilitariste à son égard. Les enseignants peuvent se sentir contestés, notamment dans leur exercice pédagogique, par des parents de plus en plus demandeurs, injonctifs voire intrusifs.

La société se fragmente socialement, la cellule familiale ne porte plus toujours la cohérence, les normes et les valeurs de la vie en collectivité, les jeunes sont précarisés, peinent à entrer dans la vie active, autant d'éléments qui accroissent la pression sur l'école. Pourtant, quand les Français sont interrogés sur l'école, ce n'est pas cette part d'eux qui s'exprime, c'est le citoyen, et là ils reconnaissent le dévouement des enseignants, leurs compétences, leur utilité sociale. Voilà toute l'ambivalence à l'égard de l'école: on la défend, mais on en exige plus en même temps, parce qu'il s'agit de sanctuariser une idée que l'on se fait de l'égalité des chances, de la citoyenneté et

(1) A la suite d'un contretemps, Claudie Martens n'a pu participer au débat; ses interventions sont donc postérieures.



PHOTOS : THIERRY NECTOUX

LE CONTEXTE PERMET LA CONSTRUCTION DE NOUVELLES CONVERGENCES INTERPROFESSIONNELLES. CAR CE QUI SE JOUE DANS LES MOBILISATIONS AU SEIN DE L'ÉDUCATION, C'EST LE DROIT À UNE FORMATION DE QUALITÉ ET À UNE ÉLÉVATION DU NIVEAU DE FORMATION POUR TOUS ET SUR TOUT LE TERRITOIRE.

même de l'autorité, alors même que les exemples de vertu sont moins portés dans la société.

– **Options:** Ce qui se joue sur le terrain de l'éducation, en lien avec les réformes et les mobilisations dans l'Enseignement supérieur et la recherche, semble trouver plus d'écho dans le contexte de crise, où de nombreux mouvements réaffirment un certain attachement aux valeurs de service public et d'intérêt général. Les conditions vous semblent-elles favorables à la construction de nouvelles convergences ?

– **Stéphane Rozès:** Depuis le début des années 1990, le pays redécouvre la République et ses valeurs (citoyenneté, égalité, laïcité, service public...), face à un cours des choses porté par la contingence des marchés. Les convergences idéologiques existent donc mais, concrètement, les enseignants dans leur majorité ne se sentent pas portés à sortir de l'enceinte scolaire. Ce n'est pas la tradition adossée à l'idée d'école, pilier de la République, qui doit transmettre un savoir mais aussi des façons d'être, des codes, qui fassent que le futur citoyen, adulte salarié, s'intègre dans une société, même si elle est marquée par l'altérité, la contingence, l'inégalité. L'école est la garante des valeurs de la République, de l'égalité notamment, aussi symbolique soit-elle. Alors, si les enseignants sortent de la citadelle scolaire, cela indique que quelque chose se passe dans la société: que les politiques publiques sont interpellées.

Il y a toujours eu nombre de débats dans la communauté enseignante, comme celui, réactivé ces dernières années, entre pédagogisme et républicanisme, le premier témoignant plus de sensibilité aux évolutions de la société, le second insistant sur la transmission du savoir et des valeurs, mais les deux ayant toujours le souci de protéger les enfants contre la dégradation du lien social. Les enseignants sont sous tension, entre sanctuarisation de l'école et convergence, entre revendicatif et débat sur les finalités que la société attribue à l'école. Les enseignants et le syndicalisme ont été absents du débat sur la mixité sociale et la carte scolaire lors de la présidentielle. Les enseignants ne peuvent se contenter de protester contre des réformes et éluder les finalités.

– **Claudie Martens:** Oui, je pense effectivement que le contexte permet la construction de nouvelles

convergences interprofessionnelles. Car ce qui se joue dans les mobilisations au sein de l'éducation, c'est le droit à une formation de qualité et à une élévation du niveau de formation pour tous et sur tout le territoire. Cet objectif est de fait remis en cause pour des raisons idéologiques et budgétaires. Le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite aboutit à supprimer près de quatre-vingt mille emplois en quatre ans dans l'éducation, ce qui implique une diminution de l'offre de formation. Cela se traduit par le renoncement vis-à-vis de nombreux élèves parmi les plus en difficulté, l'abandon de l'éducation prioritaire, le désengagement de l'Etat vis-à-vis de certaines missions de l'école. Pour les personnels, c'est la remise en cause des statuts pour une gestion prétendument plus souple et un élargissement des missions, une augmentation de la charge et du temps de travail. Mais nous sommes confrontés dans l'éducation à la même politique de casse de l'emploi public mise en œuvre dans l'ensemble de la fonction publique. C'est ce que nous avons dénoncé dans l'appel «Le service public, notre richesse», porté conjointement par la Fsu, la Cgt et Solidaires. Les choix politiques actuels mettent en péril les missions des services publics et leur rôle central dans la société, en particulier dans le contexte de crise. Les convergences public-privé sont alors une évidence, comme le montre la plate-forme unitaire d'appel aux manifestations du 29 janvier et du 19 mars.

– **Catherine Perret:** Avec la massification de l'enseignement depuis vingt-cinq ou trente ans, les enseignants sont passés du rôle de transmetteurs de savoir au rôle d'éducateurs, et ils perçoivent qu'on leur demande de multiplier les compétences bien au-delà de leurs connaissances disciplinaires, d'enseigner autrement, d'accomplir des tâches périphériques pour mieux préparer la vie sociale et professionnelle des jeunes. Sauf qu'on ne leur donne pas les moyens de mieux faire. Cela explique la mobilisation dans le primaire contre les heures «globalisées» de soutien, marquante parce qu'elle touche à l'essence de nos missions. Alors, c'est vrai, les enseignants ne se limitent plus à des problématiques internes à l'Education nationale. Ils interpellent la société sur le fait que l'école en fait partie, que le service public d'éducation, comme les autres services

## L'heure des convergences ?

- ... publics, doit être amélioré parce que sa mission est de défendre l'égalité et de maintenir la cohésion sociale. Il ne suffit pas de se battre contre la suppression d'une classe, mais il faut aussi interroger les politiques économiques, celles de l'emploi, de l'habitat, du logement, de la carte scolaire, du territoire. A la Cgt, cette démarche nous tient à cœur, et la réflexion interprofessionnelle nous permet de dépasser nos limites corporatistes quand il le faut. Il me semble d'ailleurs que, depuis le mouvement contre le Cpe de 2006, les réflexions «transversales» et les convergences se précisent. Ce mouvement a posé la question du lien formation-qualification-intégration dans la vie sociale et dans l'emploi. A l'époque, nous avons organisé un forum à la Sorbonne, avec les principaux syndicats dans l'action, les étudiants, les lycéens, et entamé un travail en commun sur ce que signifie être formateur. Former un citoyen ? Œuvrer à son intégration sociale, économique ? Dans quelle optique professionnaliser les enseignants ? Et comment faire reconnaître ses qualifications ? Comment se former tout au long de la vie ? Toutes ces questions, chères à la Cgt – et à l'Ugict –, étaient il y a peu évacuées par un monde enseignant qui s'affiche aujourd'hui demandeur de réflexion sur les finalités de l'école, de l'enseignement supérieur, en lien avec la vie active et le monde du travail. Cela peut permettre de rapprocher les enseignants et le reste du salariat...



Claudie Martens.

LA FSU CONSTATE QU'IL N'Y A PAS DE PLACE POUR UNE ÉNIÈME CONFÉDÉRATION, MAIS BIEN POUR UN RÉEL TRAVAIL EN COMMUN, NOTAMMENT AVEC LA CGT. OUTRE UN GRAND COLLOQUE NATIONAL SUR LE SYNDICALISME, NOUS ALLONS ÉLABORER UN PLAN DE TRAVAIL EN RÉGION, SUR DES PROBLÉMATIQUES IDENTIFIÉES.

– **Options:** Au sein du monde éducatif, en tout cas, des avancées se profilent. Le congrès du Snes, à la fin mars, demande à la Fsu d'opérer des rapprochements avec des organisations interprofessionnelles qui s'engagent dans un syndicalisme de conquêtes sociales et de luttes, notamment la Cgt...

– **Claudie Martens:** Aujourd'hui, la question de l'efficacité de l'action syndicale se pose avec force. Les lignes sont en train de bouger. D'une part, un front syndical unitaire constitué de huit organisations a décidé d'actions communes et propose des réponses en rupture avec la politique économique et sociale du gouvernement. Ce front veut se maintenir dans la durée. D'autre part, les nouvelles règles de représentativité syndicale sont en train de modifier le système de relations sociales. Dans le cadre de la préparation du congrès de la Fsu (début 2010), le Snes fait en effet des propositions pour œuvrer à l'unification du mouvement syndical, autour de la conception d'un syndicalisme de transformation sociale et de lutte. Il n'est nullement question, dans ces propositions, d'entamer une démarche d'appareil, de proposer des recompositions ou des fusions brutales. Le Snes a d'ailleurs réaffirmé la nécessité de renforcer la Fsu dans l'éducation et la fonction publique. Mais il s'agit d'affirmer la volonté de construire ensemble, sans exclusive et pas à pas, un nouveau syndicalisme. Cela

ne peut se faire qu'avec les syndiqués eux-mêmes. Cette démarche devrait consister dans un premier temps à prendre, à tous les niveaux, des initiatives concrètes de travail en commun susceptibles de contribuer aux nécessaires rapprochements d'organisations. Les sujets ne manquent pas (emploi, salaires, formation professionnelle, qualifications, fonction et services publics, etc.). Cette proposition de construction d'un nouveau syndicalisme s'adresserait à tous les partenaires réguliers de la Fsu, la Cgt, mais aussi Solidaires, l'Unsa...

– **Catherine Perret:** Nous portons une grande majorité d'options communes, dans les directions comme sur le terrain. Il semble qu'après avoir essayé d'élargir son champ de syndicalisation au-delà de l'école, la Fsu constate qu'il n'y a pas de place pour une énième confédération, mais bien pour un réel travail en commun, notamment avec la Cgt. Outre un grand colloque national sur le syndicalisme, nous allons élaborer un plan de travail en région, sur des problématiques identifiées, telles que la recherche, la formation-qualification. L'objectif est bien d'enrichir la réflexion par nos apports réflexifs et de disposer d'un outil syndical plus fort pour peser sur les décisions concernant l'école, mais aussi la formation professionnelle, les qualifications, l'université, la recherche. L'objectif pour la Cgt est bien de contribuer à la réflexion sur des projets alternatifs dans tous ces domaines, et qui soient en cohérence les uns avec les autres.

– **Options:** En tout cas, les formes de résistance et d'action se diversifient et amènent un plus grand nombre d'acteurs à se mobiliser, parfois pour la première fois. De quoi ce foisonnement est-il le signe ?

– **Claudie Martens:** Les mobilisations prouvent que le rapport de forces peut faire fléchir un gouvernement. Dans l'éducation, elles ont permis d'arracher des premiers reculs, sur la réforme du lycée, avec le report en 2010, ou la formation des maîtres. Même si l'on n'a pas encore réussi à faire sauter le verrou budgétaire, ces résultats redonnent confiance dans l'action collective et dans le syndicalisme. Nous constatons aussi que la grève reste un mode d'action tout à fait important: les trois dernières (20 novembre, 29 janvier et 19 mars) ont été suivies très majoritairement, même si de nombreux collègues nous interpellent sur des formes d'action alternatives, tout simplement parce que la grève coûte cher. Depuis deux ans, les actions qui permettent de populariser les mouvements en créant des moments de rencontres avec les parents, les élus, les médias, du type «Nuit des lycées», par exemple, se multiplient, et nous les encourageons; beaucoup de collègues réalisent des vidéos diffusées sur le Net, font des blogs d'établissements en lutte. Il y a un désir d'agir sur le terrain très concrètement. Le succès de Resf, dans lequel le syndicat est très impliqué, tient sans doute au fait que l'on travaille sur le suivi de situations très précises avec des résultats concrets.

– **Catherine Perret:** Nos collègues sont désemparés parce que, face à un gouvernement intransigeant et

LES CITOYENS NE  
 COMPRENDRAIENT  
 PAS QUE LES  
 ORGANISATIONS  
 D'ENSEIGNANTS  
 N'ARRIVENT PAS  
 À DÉGAGER DES  
 RÉFLEXIONS ET  
 DES PROJETS  
 COMMUNS POUR  
 L'ÉCOLE : À LEURS  
 YEUX, L'ÉCOLE  
 MÉRITE QU'ILS  
 PORTENT CETTE  
 AMBITION.

qui remet en cause le paritarisme, les luttes traditionnelles ne permettent plus d'être un interlocuteur entendu. Alors les actions visibles du point de vue médiatique se multiplient. Cela nous fait du bien mais n'empêche pas les réformes de se mettre en place, on le voit sur les Rased comme sur le lycée. Ces démarches ne sont pas inutiles, par exemple quand on va à la rencontre des passants pour les interpellier directement. Mais certaines font débat, comme celles des « désobéisseurs » qui, par leurs actes parfois isolés, font beaucoup parler d'eux mais ne réalisent pas toujours les risques de sanctions administratives auxquels ils s'exposent. Ces initiatives individuelles nous interpellent d'autant qu'elles témoignent aussi de l'échec des syndicats à prendre en charge collectivement certaines actions.

De même, le foisonnement actuel dans l'école, l'université et la recherche témoigne d'une vitalité de la communauté éducative, mais il peut aussi finir par s'avérer contre-productif si toute cette énergie n'est pas employée à agir en convergence. De ce point de vue, les syndicats doivent prendre leurs responsabilités et dépasser ce qui les désunit pour rassembler, élaborer des projets alternatifs cohérents et peser dans le rapport de forces. Dans le monde enseignant, cela passe sans doute par un syndicalisme dépassant le « service » au syndiqué ou la revendication « corporatiste », qui défende des projets pour l'école et la société. Cela peut bousculer notre culture syndicale, mais c'est ainsi que les jeunes enseignants nous rejoindront, au lieu de se disperser dans des actions ponctuelles et risquées.

– **Stéphane Rozès**: L'émiettement des formes d'action témoigne de la faiblesse du syndicalisme et du fait qu'il se limite lui-même au défensif et au revendicatif « ici et maintenant ». En esquivant les finalités de l'école, il laisse place à des actions incompréhensibles pour l'opinion. Beaucoup d'énergie est investie dans le seul but d'essayer de se faire entendre, au détriment de la réflexion stratégique. Mais comment l'opinion peut-elle trouver légitime que certains enseignants jettent des livres sur un ministre ou désobéissent, alors qu'ils sont censés transmettre certaines normes comportementales et valeurs aux enfants ? Le problème de la République n'est pas de changer ces normes, mais de construire les conditions économiques, sociales et politiques pour les appliquer. Les syndicats se doivent d'être vigilants, de ne pas se contenter de multiplier les actions mais bien d'avancer des propositions constructives.

– **Options**: Quels peuvent justement être le rôle et la responsabilité sociale des organisations syndicales dans un tel contexte ?

– **Stéphane Rozès**: En 1995, j'ai utilisé le terme de « grève par procuration » pour expliquer pourquoi l'opinion, au travers des sondages, instrumentalise les mouvements sociaux pour faire passer des messages aux politiques pour les mettre face à leurs responsabilités. La situation après la présidentielle



Stéphane Rozès.

est différente. Les Français veulent la réforme de l'école. Non pour changer de modèle, mais pour l'adapter au service des élèves, étudiants et chercheurs. Le politique est légitime, dorénavant. Mais je suis frappé par la difficulté qu'ont les ministres chargés des réformes en cours d'en expliquer les finalités. Mais les syndicats ne doivent pas se laisser prendre au jeu de la théâtralité sociale et revendicative : s'ils veulent sortir des blocages, ils ne peuvent en rester au *statu quo*. La récente plate-forme commune du 5 janvier témoigne de la maturité des organisations syndicales face à la gravité de la situation et constitue une avancée. De même, les citoyens ne comprendraient pas que les organisations d'enseignants n'arrivent pas à dégager des réflexions et des projets communs pour l'école : à leurs yeux, l'école mérite qu'ils portent cette ambition.

– **Claudie Martens**: La responsabilité d'une organisation syndicale, c'est de construire des mouvements qui entraînent une majorité de salariés, qui permettent la convergence de batailles dans différents secteurs, de porter des propositions élaborées collectivement, d'obtenir des négociations et surtout des résultats ; c'est tout cela qui est en œuvre dans le mouvement interprofessionnel qui se construit aujourd'hui, et c'est très intéressant. Sur l'éducation, la formation, notre responsabilité, au-delà de l'explication des enjeux des réformes, est de porter des propositions, de les confronter à d'autres, de construire des alternatives qui fédèrent les différents acteurs de l'école. Nous avons toujours mené ensemble mobilisation et négociation parce que c'est avec un rapport de forces que l'on peut arracher des avancées. Cette stratégie implique la transparence et un fonctionnement démocratique : ce sont les syndiqués et parfois plus largement les collègues qui, soit directement par consultation, soit via les remontées de nos militants dans les académies et les départements, décident de la suite ou de la fin d'un mouvement.

– **Catherine Perret**: C'est le travail des syndicats de dérouler les problématiques, d'explicitier ce qui se cache derrière les réformes quand nous nous y opposons, de porter des alternatives. Dans cette période où l'on se heurte à un certain vide politique, l'enjeu est de taille, mais nous devons bien y faire face, et il faudra bien dépasser nos divisions pour construire autour de l'idée que nous nous faisons de la société et de la place que doit y avoir l'éducation. ◀



Catherine Perret.